

Le temps d'un débat clair

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGAUDELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

24 novembre 2017

Penser la Guadeloupe en intégrant son devenir. Réfléchir et débattre en acceptant de confronter les différentes visions que nous pourrions en avoir si tant est que nous en ayons au moins une, peut sembler dérisoire. Après tout, à quoi bon ? La dilution de 400 000 zigotos exilés sur un petit territoire en un quelconque machin glauque, passerait inaperçue dans l'immensité d'une humanité de sept milliards et demi d'individus. À moins d'adhérer à l'idée selon laquelle, l'individu, quel qu'il soit, quelle que soit sa culture, sa religion, son pays et son histoire, se doit de participer à la marche du monde. Et ce, même si d'autres lui ont longtemps contesté ce droit et entendent continuer ainsi. Cette prétention relève de la vision ethnocentrique qu'a chaque groupe humain de lui-même. Elle ne devrait influer en rien sur la volonté de chacun de participer pleinement à l'humaine condition.

Le débat à venir à propos du statut politique de la Guadeloupe devrait rassurer quant à notre capacité à nous penser comme citoyens majeurs de cette planète. À condition qu'il n'avance pas masqué, qu'il ne nourrisse pas de sous-entendus, qu'il soit clair, et qu'il aborde les vraies questions. En préambule, il faudra intégrer la première évidence. En peu de temps, la donne a changé. Emmanuel Macron s'est attaché à signifier aux Français de l'Hexagone la mort de l'État providence. Il a aussi clairement indiqué aux territoires d'outre-Atlantique et de l'Océan indien que l'époque du parapluie hexagonal grand ouvert est désormais révolue. Non point parce que le président de la République nourrirait à notre endroit une quelconque animosité ou une chimérique acrimonie. La vérité c'est que la France n'en peut mais...

Une fois les choses dites, abordons les vrais sujets. Ils tournent essentiellement autour du développement économique. Quel est l'avenir d'un pays dont toute l'économie repose sur l'import, dynamisé par des monopoles aussi iniques qu'abusifs ? Les multinationales françaises en profitent autant que les groupes locaux. Quel est le devenir d'une société

dont la population ne cesse de décroître et dont personne, encore moins nos élus, ne semble se soucier ? Cette saignée démographique devrait inquiéter également les tenants de cette économie de rente. À terme, ils pâtiront de la décrue de la consommation due à la fois à la baisse du pouvoir d'achat et à la diminution de la population. Il faudra ensuite se pencher sur les moyens à mettre en œuvre afin de rendre dynamique ce pays. Alors seulement nous pourrons définir les outils institutionnels qui permettront de faire grandir notre société.